

**Contre ce gouvernement,
contre l'absurdité néolibérale,
nous entrons en résistance.**

Rétroactes

- 20 février : le Comité de coordination de TAC décide de mettre en préparation pour le CdC du 20 avril : un projet de campagne "bilan du gouvernement Michel" + en dégager quelques axes de mobilisation.
- A l'initiative d'une personnalité du monde de la justice, trois réunions se tiennent le 9 mars, le 30 mars et le 19 avril, avec un objectif relativement similaire : faire entendre la voix des citoyens, associations, syndicats, ... par rapport à la politique suivie par ce gouvernement Michel - De Wever. L'ensemble des comptes-rendus est accessible sur "Participer TAC". Les thèmes sont à la fois du domaine social, économique, humaniste (accueils réfugiés...), démocratiques (justice) ...
- Au cours de ces réunions, un projet (présenté ci-dessous) a suscité l'intérêt de nombreux groupes et organisations, dans le champs de la culture, de la justice et de la police, de la santé, du monde académique, ainsi que d'ONG et d'organisations syndicales.
- La discussion au Comité de coordination de TAC le 20 avril a montré : un très large accord sur le projet, tout en actant que l'essentiel des moyens (financiers et humains) devrait venir des organisations ; plusieurs demandes d'adaptation, essentiellement l'ajout d'un 6^{ème} § au texte d'intention, et d'un 3^{ème} thème transversal, ont été intégrées.

PLAN

1. une intention commune
2. des thèmes prioritaires, d'autres thèmes possibles, un fil rouge
3. un calendrier, un périmètre, une méthode
4. une panoplie de moyens de communication et d'action
 - a. capsules vidéo
 - b. journaux grand public
 - c. brochures militants
 - d. conférences débats
 - e. mobilisations
5. des moyens mis en commun
6. un nom, une image, un travail de communication

() : Nous voulons un Tout Autre Modèle pour vivre dans un Tout Autre Monde.*

1. une intention commune

L'intention partagée est de mener une campagne anti-néolibérale efficace en Wallonie et à Bruxelles¹ d'ici fin 2018, basée sur l'existence d'alternatives crédibles sous forme de propositions réalisables. Une campagne clairement opposée au gouvernement MR-MVA et à ses politiques. Et, plus globalement, une critique argumentée de la pénétration généralisée des idées et des pratiques néolibérales.

Une campagne efficace doit être :

- La plus unitaire possible : des syndicats, des ONG, des associations, des personnalités du monde académique, culturel, judiciaire,
- Menée dans un temps long (18 mois) et avec constance, répétition et obstination
- Autour d'un texte d'analyse et d'intention clair, court, qui fasse consensus
- Exprimée dans des formes et un avec un ton novateurs, professionnels, percutants
- Centrée (au départ du moins) sur un nombre limité de thèmes qui parlent au quotidien des gens
- Claire dans son rapport aux partis politiques : si des partis veulent nous soutenir et intégrer nos propositions, tant mieux, mais ils n'ont rien à dire dans la direction et la mise en place de la campagne. En effet, donner l'impression qu'on roule pour le parti XY serait la meilleure façon de tuer la campagne

A l'issue des rencontres de février mars et avril, le texte d'intention ci-après fait consensus. Il est perfectible, mais nous tenons à conserver un texte court et clair, articulé en 6 points très simples, développés en une proposition de texte en page suivante :

1. Il y a des alternatives, de l'argent, des possibilités
2. Nous avons (mais chaque jour un peu moins ...) un modèle social basé sur des **droits** et sur des **institutions**
3. Le **néolibéralisme** érode depuis longtemps ces droits. Il articule 3 changements de logiques qui anéantissent notre modèle social et démocratique : compétition, marchandisation, destruction des institutions
4. Après des décennies grignotage des acquis de ce modèle social-démocrate, nous craignons d'assister à un réel **basculement de civilisation**
5. Les espaces de délibération démocratique se réduisent de jour en jour
6. Nous refusons ce modèle néolibéral et nous entrons en résistance contre ce gouvernement, et contre le néolibéralisme qui nous barre la route d'un tout autre monde possible

¹ La question du lien avec nos amis flamands est évoquée au point 3 « périmètre »

TAM TAM²
Contre ce gouvernement
contre l'absurdité néolibérale,
nous entrons en résistance.

« Il y a une foule d'alternatives concrètes et réalisables au modèle néolibéral, qui se matérialise de façon de plus en plus brutale, injuste et violente dans lequel nous vivons. Nous voulons les mettre en débat. Il y a en effet, chez nous et en Europe, bien assez de richesses, de moyens techniques et de connaissances pour garantir à tous les citoyens la vie égale et digne à laquelle ils ont droit.

C'est notre modèle social, mis en place par la lutte collective après 1945, qui a permis de réduire les inégalités et d'assurer à tous une certaine sécurité. Ce modèle est basé sur des droits (à la santé, à un emploi, à un logement décent, à une place à l'école, à l'égalité, à une justice proche et accessible ...) organisés par des institutions : la Sécu, les services publics, les syndicats. Et la Justice, qui constitue un 3^{ème} pouvoir.

Ce modèle est depuis longtemps sous la pression de la mondialisation néolibérale, voulue par les entreprises transnationales et adoptée par l'UE. Le néolibéralisme n'est pas un slogan : il opère un triple basculement : vers la compétition généralisée ; vers la marchandisation de tous les rapports sociaux ; et vers le délitement et à terme la destruction des institutions organisant la vie en commun.

Depuis deux ans et demi, sous le gouvernement Michel, c'est le cœur même de ces institutions, et de notre vivre ensemble, qui est attaqué de façon frontale. La Sécu, jadis assurance sociale solidaire, est de plus en plus contractualisée et doit être « rentabilisée », la santé devient une marchandise, la justice un privilège pour les riches, les services publics des institutions désuètes vouées à la disparition, etc. Il s'agit d'un véritable basculement de modèle de société.

Mais le gouvernement le dissimule derrière un discours lénifiant pour éviter d'en débattre démocratiquement. Tous les endroits où nous avons notre mot à dire sont vidés de leur contenu : les Traités internationaux comme le Pacte de stabilité et le CETA privent les parlements de leurs pouvoirs ; la concertation sociale est asphyxiée au nom de la compétitivité ; le monde associatif est ignoré ; les experts émettant des critiques -même constructives- ne sont pas écoutés ; la Justice est elle-même soumise à des réformes qui constituent autant de régressions majeures aux droits des justiciables.

Nous croyons au bien commun. Nous pensons qu'il est possible de vivre ensemble, et de vivre mieux. Mais nous pensons qu'un tel avenir se bouche si nous laissons ce gouvernement - et éventuellement son successeur - imposer au plus grand nombre une précarité permanente, alliée au renforcement des privilèges d'une minorité. Et ainsi tuer dans l'œuf toute possibilité d'émergence d'un nouveau modèle de sécurité sociale et de participation démocratique. L'agenda de la NVA est triple : détruire la solidarité et notre modèle social ; réduire à néant le rôle des associations et des corps intermédiaires ; et ainsi laisser l'individu seul face au pouvoir et aux forces du marché.

En un mot comme en cent : les inégalités, la précarité, la compétition permanente : ça suffit ! Nous voulons une tout autre société, plus solidaire, plus écologique, plus égalitaire et plus démocratique. Pour cela nous avons besoin d'une tout autre politique : nous entrons en résistance contre ce modèle néolibéral qui est en train de nous asservir pour longtemps.»

² Le logo « tam tam » (un tout autre modèle pour un tout autre monde) nous semble receler des possibilités et des évocations, mais nous avons centré nos efforts sur les objectifs et sur les contenus, pas encore sur la mise en forme, en image et en logos : voir point 6 – donc on ne s'attache pas à débattre du nom à ce stade

2. des thèmes prioritaires, d'autres thèmes possibles, un fil rouge

Nous voulons « mettre le paquet » sur chaque thème prioritaire que nous aborderons ensemble. Cela ne permet pas (au départ en tout cas) de traiter 8 ou 15 thèmes. Pour le temps 1 (09-17 → 06-18) on propose de se limiter à 4 porte d'entrées « prioritaires »³ sur le contenu, et 3 thèmes transversaux :

1. **Sécu**
2. **Travail**
3. **Santé**
4. **Justice**

Et transversalement :

- **Fiscalité & budget** : l'argument du manque de moyens nous sera systématiquement opposé. Nous apporterons la démonstration que la Belgique dispose de richesses et de ressources suffisantes et que la disette des services publics et du secteur non marchand relèvent non pas d'un manque de moyens, mais bien de choix de priorités politiques
- **Démocratie et délibération** : il faut à la fois montrer comment on a dé-démocratisé nos sociétés, et comment nous voulons réinstaurer, dans nos débats et nos pratiques, de la démocratie réelle. Enjeu de la (soi-disant) « primauté du politique » et de la démocratie associative
- **La transition écologique et sociale**, vers une tout autre société : dans chacun des 4 thèmes nous cherchons à nos projeter vers un avenir meilleur, pas uniquement à « défendre ce qu'il y avait avant » ; mais il s'agit ici comme dans tous les autres thèmes de montrer l'absurdité et l'impasse des politiques du gouvernement Michel

Plusieurs thèmes importants sont ainsi laissés en friche pour la première année : migrations, culture, racisme, universités, ... Notre proposition est double :

- Si la campagne marche bien, on la prolonge pour un temps 2 jusque fin 2018, et on élargit à d'autres thèmes
- Des groupes ou associations ou réseaux peuvent, dans notre logique de communication, et en utilisant des outils communs, développer certains de ces thèmes, ou d'autres, sans que nous y « mettions le paquet » de la même façon

Nous devons établir deux types de « liens »

- Sur chaque thème, nous devons avoir une multitude de moyens d'expression, de conviction, d'échange etc (cf point 4), mais il faut un lien clair entre ces moyens d'expression : dans les termes, le slogan, l'image, les propositions etc
- entre les thèmes, il faut un « fil rouge » qui montre que notre intervention (en octobre par ex) sur la Sécu fait bien partie d'une même protestation que celle (en janvier par exemple) sur l'accès à la justice, etc. Cf l'image ou le slogan ou le logo à demander à une équipe de créatifs – point 6

³ Quatre entrées qui ont l'avantage d'être concrètes pour les gens : tout le monde est concerné par le travail, la santé, la Sécu. Et presque tout le monde par la justice.

3. un calendrier, un périmètre, une méthode

L'année 2017-2018 permet de mener une campagne importante, en amont du tumulte pré-électoral (communales oct 18, fédérales régionales européennes mai 19), de façon à peser sur les thèmes, les questions, les idées qui formeront les bases du débat public.

Nous prévoyons le calendrier suivant :

Phase préparatoire : d'ici fin septembre

- a. [AVRIL MAI] Accord sur le **message de fond**, les **thèmes** à traiter en priorité, le **budget**, la **méthode** de validation des messages
- b. [MAI] constitution d'un **groupe de pilotage** du projet « TAM TAM », des **groupes porteurs par thème**, d'un groupe **communication**
- c. [MAI] contrat avec producteurs des **capsules vidéo**
- d. [MAI JUIN] plan de diffusion (calendrier des différents thèmes), constitution des groupes porteurs par thème ; préparation d'autres supports : dossiers thématiques avec argumentation, brochures, série d'affiches/visuels
- e. [JUIN] constitution formelle du **consortium de départ** (d'autres orgas ou personnalités peuvent rejoindre par la suite)
décision sur le **rythme et les formes de mobilisations**
- f. [SEPTEMBRE] validation des **6 textes de fond** sur les 4 thèmes prioritaires et sur les 3 thèmes transversaux

Phase 1 de diffusion Octobre 17 - Juin 2018

- Annonce officielle du lancement de la campagne début octobre (*3 ans ça suffit !*) : *on imagine une grande conférence de presse avec des personnalités qui annoncent leur entrée ne résistance contre ce gouvernement néolibéral*
- Tous les 6 semaines ou 2 mois : séquence sur un des thèmes prioritaires
- Organisation d'activités relais : via groupes locaux et thématiques. (débat avec des actrices clefs, enquête sondages auprès de la population, action symbolique en contact avec la population (cfr. Tout Autre SNCB)

Phase 2 de diffusion Mai – Décembre 2018

- A évaluer en cours de route

La question du périmètre (Wal-Bxl) a fait l'objet de longues discussions.

Nous préférons toujours les actions menées largement, sur le plan fédéral, mais nous ne voulons pas conditionner le fait de mener cette campagne à de difficiles discussions sur les formes et modalités de communication etc.

Nous sommes persuadés que sur la partie « analyse, arguments, propositions » nous trouverons chez nos collègues en Flandre beaucoup d'accords, qui peuvent se retrouver dans des publications communes (« brochure militant ») sur chaque thème.

Par contre, sur la partie « mise en forme et communication », il nous semble plus efficace de laisser chaque communauté s'adapter à son espace culturel, médiatique et politique.

La méthode est basée sur la **mise en commun** de moyens (intellectuels, créatifs, logistiques, financiers ...) et sur la **confiance**.

La mise en commun signifie (outre les aspects budget – cf point 5) que chaque organisation ou groupe peut s'investir sur un seul thème qu'elle maîtrise bien.

La confiance signifie que nous portons tous les revendications et les formulations des autres groupes, sous réserve d'une validation claire en interne, mais sans devoir vérifier jusqu'au détail ce qu'auront écrit des partenaires.

Pour cela, il faut d'abord établir un groupe restreint de pilotage⁴ (y compris financier) de l'opération, dont l'activité est encadrée par un mandat clair (le texte d'intentions) ; il faut qu'ensuite les organisations soient invitées à prendre connaissance des analyses (sur le système de santé, la justice, les pensions ...) On fonctionnerait selon le mécanisme suivant :

1. Un groupe porteur (par thème) écrit une proposition de position
2. Les autres organisations (non membres de ce groupe porteur thématique) peuvent apporter des objections fondamentales (le cas échéant), ou s'abstenir de commenter, ou soutenir formellement : dès qu'il n'y a plus d'objection fondamentale, on y va (même si certaines orga ne se prononcent pas formellement pour – on n'est pas expert en tous les sujets)

Une fois les thèmes adoptés et formulés :

- décentraliser pour l'exécution vers des groupes de travail restreints par thème. Et tenir compte que :
- il faut laisser une latitude (une sorte de délégation) à des qualifiés en communication pour la forme (attention : unité de forme d'un thème à l'autre : l'ensemble forme une campagne) et à des experts pour les contenus (solidité des arguments et documentation des données).

⁴ Proposition : 2 pour chaque thème (un académique et un organisationnel) + 4 des grandes orga qui portent le projet + 2 du groupe communication

4. une panoplie de moyens de communication et d'action

Sous réserve de compléments et de suggestions que pourrait donner le groupe communication, à qui on doit donner un large mandat de créer un langage et un récit, nous envisageons pour chaque thème prioritaire :

- une **publication argumentaire** « texte de fond » (type 6 à 10 pages, un argumentaire pour militants, journalistes, politiques ...) qui montre 1° que beaucoup mieux serait possible, et 2° que les mesures du gouv Michel sont catastrophiques et touchent au cœur même du système
- un **journal grand public** type Faux Métro ou le Bienvenu
- une **vidéo** « type DataGueule » et éventuellement d'autres vidéos basées sur du vécu personnel ou des prises de paroles de « personnalités »
- on peut aussi avoir des **conférences, des débats** etc
- Interventions dans les **médias**
- Une ou des **mobilisation(s)** (rythme forme lieux à débattre)
- Autres suggestions... : s'inspirer de l'esprit de TTIP Game Over, des flashmobs, etc Interactivité, diversification selon les cibles, etc.

5. des moyens mis en commun

Chaque organisation peut mettre des forces de travail ou des moyens de diffusion (presse associative, notamment) au service du projet, ou d'un des thèmes.

Reste qu'il y aura des coûts. La réalisation d'une capsule vidéo de qualité professionnelle sur un des thèmes prioritaires coûte env. 10.000 € ; nous estimons le budget total pour la phase 1 (jusqu'en mai 18) à environ **100.000 €**. Un des points à vérifier en mai 17 est donc la possibilité de récolter cette somme en engagements, avec des participations différenciées "grandes organisations" - associations - initiatives citoyennes (collecte de fonds, ...)

6. un nom, une image, un travail de communication

Le nom de code « interne » (entre nous) est actuellement TAM TAM, ou plus explicitement : **TAM TAM : un tout autre modèle pour un tout autre monde. Nous entrons en résistance !**

Nous laissons au groupe communication (à mettre en place) et aux professionnels le soin de trouver les images, les mots, les références imaginaires etc. à mettre au service du texte d'intention (point 1).

L'important est aussi de développer **un langage commun**, qui fasse écho d'une lutte à l'autre, et pour cela nous identifions une première série d'éléments <purement indicatifs à ce stade>

- Rupture, basculement de civilisation, passage de la sécurité-solidarité à la barbarie-précarité
- Le néolibéralisme : un fanatisme de marché
- Possibilités, il y en a pour tout le monde, le problème est fiscal, pas budgétaire...
- Résistance : pas seulement « rêver demain » : dire que ce gouvernement est un danger social
- Démocratie confisquée ...